



LES ALLOBROGES DE GRENOBLE

Décembre 2019 - pcf-grenoble@wanadoo.fr

Vers une ville plus solidaire !

Nicolas Beron-Perez et Isabelle Peters, chefs de file des candidats communistes à l'élection municipale de Grenoble.

Alors que Macron ne cesse d'attaquer nos conquêtes sociales – Code du travail, assurance chômage, retraite... – nous communistes, pensons que les communes et intercommunalités doivent

être des outils de résistances, favorisant les biens communs, les services publics, la solidarité.

A Grenoble, la droite réactionnaire de Carignon et les serveurs de Macron, Emilie Chalas et Olivier Noblecourt,

veulent faire main basse sur la mairie : nous n'avons pas besoin de la politique Macron à l'échelle locale.

Dans ce contexte, nous avons choisi de participer à la liste Grenoble en commun conduite par Eric Piolle aux élections municipales. Nous n'assumons pas la totalité du bilan de la municipalité sortante. Nous faisons le choix de la meilleure voie pour barrer la route aux droites et ex-

**Ce bilan n'est pas
le nôtre ; mais nous
voulons avancer**

trêmes droites, et faire avancer les propositions présentées dans ce journal.

Le parti communiste et ses élu-es travailleront pour construire une ville plus solidaire, accessible à tous-tes, pour une métropole synonyme de coopération plutôt que de concurrence.





Sport... pour tous !

Dès le début du prochain mandat, nous estimons qu'une hausse de 16 % au moins des subventions allouées aux associations sera nécessaire pour rattraper les retards.

La ville devra s'assurer que chaque élève sortant du CM2 sache réellement nager. Que les jeunes grenoblois-es aux conditions modestes puissent accéder à la montagne.

Pour que le sport soit un droit reconnu, nous appellerons à la mobilisation des parents d'élèves, éducateur-trices, clubs, représentant-es des associations scolaires USEP-UNSS, syndicats d'enseignant-es pour des financements d'État et des collectivités à la hauteur des enjeux sociétaux. C'est la condition impérative d'une pratique sportive ouverte et populaire, démocratisée, offerte à tous-tes, à chaque âge de la vie.

Toute nouvelle opération de construction devra compter 40 % de logements familiaux sociaux pour tous-tes (dont une majorité de PLAI et de publics)

Le pouvoir aux citoyen·nes

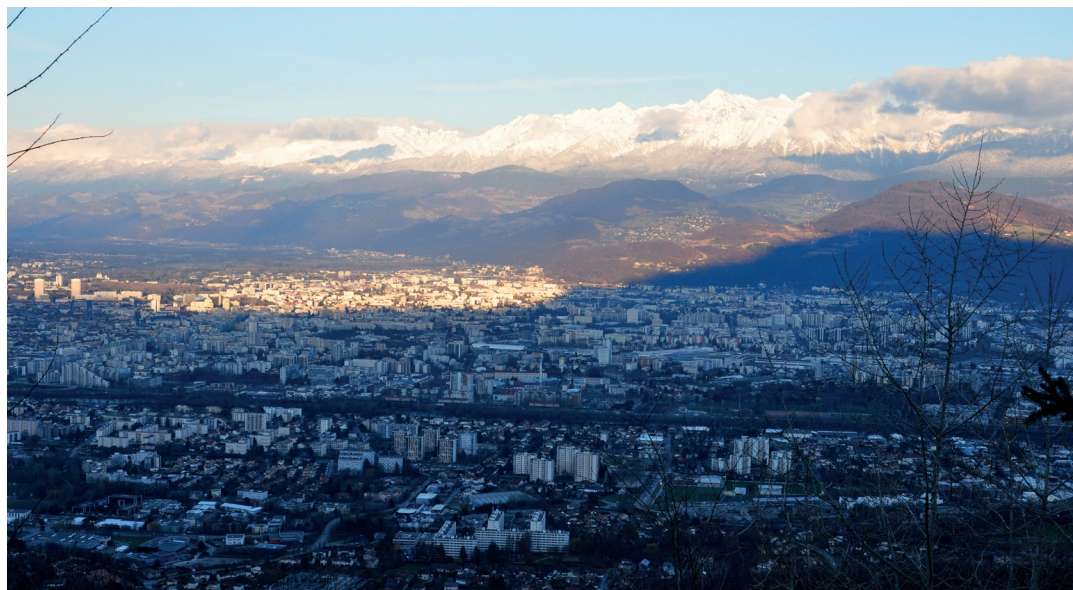
La boîte à outils participative mise en place par la municipalité est un apport appréciable, mais il faut aller plus loin.

A notre avis, le budget participatif doit être augmenté et sectorisé pour privilégier les quartiers populaires, avec un service dédié à la participation et un·e agent·e par secteur. Des instances participatives doivent aussi intervenir dans l'élaboration du budget et des projets urbains.

Nous proposerons que le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) nécessite les suffrages de 5 % de la population (8 000 contre 20 000 actuellement) pour être validé.

Nous accompagnerons la création d'une université populaire citoyenne locale. Nous demanderons que la ville agisse pour faire reconnaître la citoyenneté et le droit de vote des résident-es étranger-es qui participeront aux instances participatives.

Logement, un droit à construire



A Grenoble, sept mille demandes d'un logement social sont en attente de satisfaction.

Répondre aux besoins en logements, la ville doit y contribuer. En favorisant la construction de logements sociaux notamment.

Le droit à un logement de qualité, abordable est de moins en moins effectif. Alors que les revenus stagnent, les loyers flambent. Grenoble n'y échappe pas : les classes populaires sont chassées de la ville voire poussées à la rue. C'est inacceptable.

Pour nous, une politique qui favorise le droit au logement sera une priorité. En premier lieu, nous nous battons pour que la demande

en logements sociaux sur la ville et la Métro soit satisfaite. A Grenoble, 7 000 demandes sont en attente.

Pour cela, nous considérons que toute nouvelle opération de construction devra compter 40 % de logements familiaux sociaux pour tous-tes (majorité de PLAI). Il faut refuser de détruire des logements sans

Lutter contre le racket de l'État

reconstruction et reloger pour un loyer équivalent.

Nous devons lutter contre les attaques gouvernementales contre les offices HLM : retour à la T.V.A. à 5,5 % sur

la construction, restitution des sommes prélevées sur les fonds propres des bailleurs, hausse du plafond d'éligibilité aux A.P.L et augmentation des A.P.L.

L'arrêt anti-expulsion pris par Grenoble doit être appliqué, pas d'expulsion dans le parc public. Nous agissons pour que la politique du logement s'appuie prioritairement sur le bailleur public ACTIS.

Il faut également réquisitionner les bâtiments vides pour accroître la capacité d'hébergement pérenne. Nous demanderons que Grenoble travaille avec le tissu associatif intervenant sur le logement et l'hébergement.



Service public, proximité garante d'efficacité

Le service public de proximité qu'attendent les Grenoblois-es, c'est un service dynamique, doté des personnels nécessaires à son fonctionnement. Scolarité, santé, dialogue social....

Il ne saurait y avoir de vie collective sans services publics locaux de qualité, installés dans la proximité, dotés d'une forte présence humaine. Et sans les agents municipaux, il n'y a pas de service efficient pour les usagè-res.



Le 26 septembre, pour la défense du service public de la poste à Grenoble.

Soutenir l'action des centres de santé

Afin d'améliorer leur efficacité, la création d'antennes communes Grenoble-services de la Métropole, bien ancrées sur chaque secteur de la ville, leur offrirait une plus grande visibilité.

Des actions fortes pour scolariser tous les

enfants à partir de deux ans, devront être décidées, et les activités périscolaires renforcées en liaison étroite avec les mai-s o n s des

jeunes et de quartiers.

Pour les familles à bas coefficient familial, il faudra instituer la gratuité des cantines.

La ville devra dégager les m o y e n s pour agir en faveur de la prévention et de la santé scolaire.

Dans ce domaine, il existe de longue date

à Grenoble cinq centres de santé regroupés au sein de l'Agecsa. Ceux-ci devraient voir leur rôle accru et soutenu en particulier pour leur action dans les quartiers populaires.

Les communistes de Grenoble agissent pour la création d'emplois, un plan de dé-précarisation, pour un réel dialogue social basé sur la prise en compte de la parole, des propositions des agent-es, de leurs organisations syndicales dans l'élaboration des choix municipaux.



Handicap, une ville accessible

Le droit à la ville pour les personnes en situation de handicap n'est toujours pas effectif. Les personnes handicapées subissent souvent pauvreté et précarité.

Nous défendons par conséquent des mesures sociales et solidaires qui garantissent ce droit : renforcement

et gratuité du service de transport pour tous-tes, 100 % de logements neufs accessibles, gratuité des infrastructures culturelles et événements sportifs, respect de la législation sur l'insertion professionnelle dans le cahier des charges des appels d'offre.

Grenoble sera féministe ou ne sera pas

Nous voulons la création d'un lieu unique où les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles pourront à la fois porter plainte, se faire examiner par un.e médecin accrédité.e par la médecine légale et recevoir un soutien psychologique dispensé par les associations féministes.

L'égalité des genres au travail passe aussi par une égalité de garde d'enfants : l'objectif à l'horizon 2026 est d'arriver à 100 % des demandes de places en crèche satisfaites dans des crèches municipales ou associatives. Une ville féministe est possible!



La gratuité, c'est l'avenir

L'écogratiuité des transports en commun publics répond aux nécessités de notre époque. Elle contribuerait à rendre la ville accessible, respirable et apaisée.

Porté depuis plusieurs années notamment par les communistes de Grenoble, le projet de gratuité des transports publics de l'agglomération grenobloise gagne partout du terrain.

Déjà appliquée dans une trentaine de villes de France, la mise en œuvre

de la gratuité permettrait de restituer aux familles 1300 € /an de pouvoir d'achat.

Elle agirait efficacement pour le climat, la santé, contre la pollution qui provoque 145 décès par an dans la cuvette grenobloise. Sa réalisation

Santé, climat, pouvoir d'achat

conduirait à fluidifier le trafic auto, à supprimer les bouchons aux heures de pointe. De l'espace serait ainsi rendu aux piétons, cyclistes, véhicules d'urgence.

Le droit au déplacement et à la ville pour tous.tes facilitera l'accès aux commerces et à l'animation du centre-ville. Un environnement apaisé et sécurisé stimulera l'offre de transports par les prolongements et créations de lignes, intermodalités et adaptation des fréquences aux besoins des usagers.

C'est un choix politique qui met l'humain et l'écologie au cœur, une écologie non punitive au bénéfice de tous.tes les habitant.es, sans augmentation des impôts si on augmente le versement transport, impôt payé par les entreprises.

Métro, une « coopérative des communes »

Clés de voûte de la démocratie, les communes se voient asphyxiées par l'État qui ampute leurs ressources par des transferts de charges qui lui incombent sans compensation. Les communes se débattent pour assumer les services qu'elles doivent à leurs administré.es.

Pas de double peine : la métropole ne doit pas être une contrainte supplémentaire, une superstructure technocratique éloignée des habitant.es et de leurs réalités quotidiennes.

Au cours du mandat écoulé, la ville de Grenoble a transféré près de trois cents agent.es à la Métro et les services qui vont avec. Sans grande visibilité.

A ce stade, une pause est nécessaire. Nous demandons un moratoire des transferts de compétences.

La métropole doit devenir une véritable « coopérative des communes », assumant démocratie et complémentarité avec les collectivités qui la composent.

SOUSCRIPTION 2019

Je fais un don par chèque de euros (remise d'impôt de 66 % de ce montant)

Nom et prénom :

Adresse :

Tel : Courriel :

Chèque à l'ordre de : ADF-PCF
Grenoble. 20, rue Emile Gueymard
38000 Grenoble

AVEC LE PCF, POUR UNE PLANÈTE HUMANITÉ. Changeons le système pour changer le climat

J'adhère au PCF

Nom et prénom :

Adresse :

Tel : Courriel :

A envoyer : PCF Grenoble. 20, rue
Emile Gueymard. 38000 Grenoble

Les Allobroges de Grenoble, journal édité par la section de Grenoble du PCF. **Rédaction** : François Perez, Françoise Bréfort, Anne-Marie Guéguen, Chloé Le Bret, François Auguste, Serge Bénito, Gérard Darcueil, Antonin Grandfond, Nicolas Beron-Perez. **Mise en page** : Luc Renaud. **Photos** : François Perez, Luc Renaud. **Contact** : pcf.grenoble@wanadoo.fr www.facebook.com/pcf.grenoble/

